https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2635

TRIBUNE LIBRE

Réforme des lycées, le grand mensonge !

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Tribune Libre -

Date de mise en ligne : jeudi 18 septembre 2008

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Chargé de la réforme des lycées par X. Darcos, le recteur Gaudemar indique : « L'Education a besoin de réformes de structures, le temps de gratouiller ici et là est pratiquement terminé ».

11000 suppressions de postes en 2008, les 13 500 annoncées en 2009, c'est du « gratouillage » !

Le nouveau lycée, dont le bouleversement devrait être achevé en 2011 prévoit une autonomisation tous azimuts, avec un découpage des horaires élèves entre 50% d'enseignement général (c'est-à-dire commun) et le reste en activités d'accompagnement ou de modules divers. Ce serait la fin programmée du bac national, et la multiplication des diplômes sans reconnaissance autre que locale, bref l'institutionnalisation de la « compétence » reconnue discrétionnairement par l'employeur (« le portfolio de compétences rempli au fur et à mesure » dixit le bon recteur Gaudemar) contre la qualification ouvrant des droits précis au salarié. Mais le moindre mérite de cette « réforme » n'est-il aussi pas de supprimer 16 à 17 000 postes d'enseignants sur 3 ans, comme l'indique un récent rapport d'audit ? En attendant la destruction des statuts qu'impliquerait ladite réforme selon Darcos lui-même ?

Au moins les choses sont elles claires à présent : la source de toutes les mesures prises contre l'Education nationale depuis des années, réside dans les exigences de classe imposées par l'Europe libérale et le carcan du « pacte de stabilité » qui impose la destruction de tous les services publics et de toutes les institutions républicaines. Sauf à sortir de ce cadre bien sur !

On notera la très grande cohérence des projets ministériels qui visent rien que moins à briser la massification scolaire (on ne parlera pas pour notre part, de démocratisation sans qu'il soit possible ici de prendre le temps d'en expliquer les raisons). Tout semble indiquer le choix d'un primaire recentré sur l'acquisition de « fondamentaux » redéfinis et conçus a minima, avec une primarisation du premier degré du secondaire, le collège. Ceci en conformité avec la politique européenne d'abaissement de l'âge légal au travail à 14 ans. Le lycée, deuxième degré du secondaire, serait ainsi peu à peu réservé à un public moins populaire, et aspiré dans une logique plus « universitaire » et « professionnelle ». On aurait de la sorte, à la grande satisfaction du patronat, augmenté la masse des salariés corvéables à merci par tous les bouts de la pyramide des âges : d'abord en renouant avec le travail des enfants, puis par la précarisation des « vieux » avec la destruction des retraites, enfin par l'abandon des qualifications au profit des compétences pour les jeunes adultes.

Est-ce de ces « réformes » dont nous voulons pour nos élèves, pour les enfants de la République ?

Au même moment, 12 millions d'heures de cours sont volées au primaire, et la suppression de la carte scolaire menace à court terme des centaines de collèges, le ministre ayant indiqué qu'il était prêt à fermer les établissements ainsi vidés de leurs élèves, apportant la preuve du peu de crédit qu'il faut accorder à sa parole ; qui ne se souvient en effet, que l' « assouplissement de la carte scolaire devait « favoriser la mixité sociale » (ce que dément un rapport récent de l'Inspection générale, interdit de publication celui-là) et que « les établissements perdant des élèves conserveront les mêmes moyens qu'avant » ? Il est vrai que les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Le Snes, avec d'autres syndicats, avait cru habile -pour ne pas être exclu des discussions et faire valoir son point de vue, disait-on à l'époque- de signer avec Darcos le 11 juin 2008 « les 16 points de convergences » sur la réforme du lycée. La possibilité de se retirer étant évoquée dans l'US par E. Bressan s'il apparaissait que les projets ministériels aillent dans le mauvais sens.

La direction du Snes a t-elle fait preuve de naïveté en apposant sa signature au bas d'un document dont le ministre tire aujourd'hui prétexte pour déclarer : « ceux qui protestaient contre la réforme sont ceux qui qui ont signé les objectifs de la réforme des lycées » ? Eh oui ! A t-elle oublié que, pour les « élites politiques » euroconstructivistes la seule morale consiste à piétiner la démocratie et, lorsque le peuple manifeste son opposition, à vouloir changer ...le peuple ?

Peut-on aujourd'hui faire moins que retirer cette signature ? Sauf à vouloir passer de la naïveté coupable à la trahison volontaire des intérêts des élèves et des enseignants.

Post-scriptum :

Tribune libre de Jean de Rohan-Chabot, militant membre de la tendance PRSI du SNES.

La rubrique "Tribune libre" est ouverte à tout les adhérents snes du département. Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs. Le SNES 58 considère que le débat d'idées qui ne peut exister que dans des espaces où la parole est libre est nécessaire dans un grand syndicat.

Copyright © SNES Dijon